



La quinzaine nordique

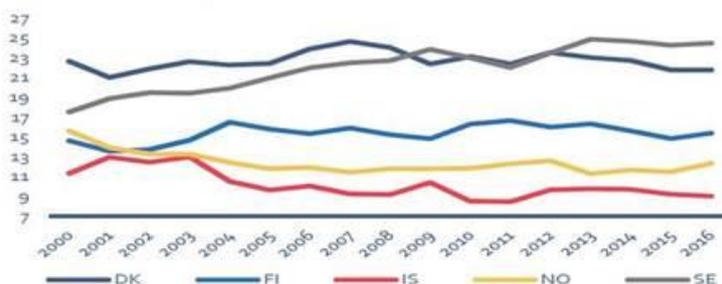
© DG Trésor

N° 150 du 2 mars 2018

Pays Nordiques

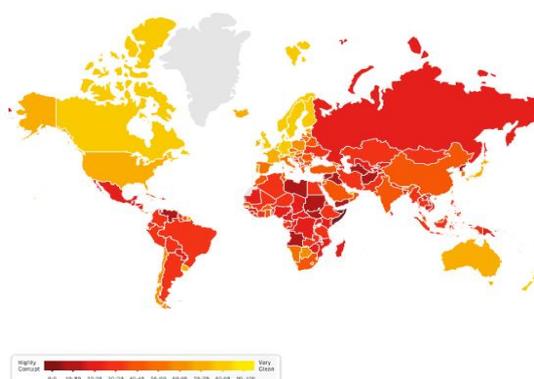
Le commerce intra nordique. La part des exportations de biens à destination d'un autre pays nordique varie fortement d'un pays à l'autre. Dans le cas de l'Islande moins de 10% des exportations sont à destination d'un pays de la zone et moins de 15% dans le cas de la Norvège. En revanche, plus de 20% des exportations danoises concernent un pays nordique, et près de 25% dans le cas de la Suède. La Suède est, depuis 2012, le pays dont la part des exportations vers la zone nordique est la plus élevée et la tendance s'est accélérée en 15 ans (18% en 2000).

Evolution de la part des exportations intra nordique depuis 2000



Corruption. L'enquête annuelle de Transparency International sur la perception de la corruption confirme que la zone nordique est l'une des moins corrompues au monde. Le Danemark est 2^{ème} du classement derrière la Nouvelle Zélande. La Norvège et la Finlande arrivent à la même position que la Suisse à la 3^{ème} place. La Suède est quant à elle au 6^{ème} rang après avoir figuré à la 4^{ème} place en 2016.

CORRUPTION PERCEPTIONS INDEX 2017



Cyber sécurité. La Suède est classée 17^{ème} dans le dernier indice de cyber sécurité dans le monde (GCI 2017 - <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/GCI-2017.aspx>) qui mesure le cadre juridique et réglementaire, les outils techniques en place ainsi que la capacité des collectivités locales à identifier et à prévenir des attaques. L'absence d'une législation spécifique et de droits procéduraux en matière de lutte contre la cybercriminalité fait l'objet d'une attention accrue depuis quelques mois. Le gouvernement prépare un projet de loi visant à renforcer la lutte contre la cybercriminalité qui a pour ambition de clarifier les exigences relatives à la protection des activités de nature sensible (espionnage, piratage). La loi, qui devrait entrer en vigueur au 1^{er} avril 2019, concernera les secteurs public et privé et impliquera, entre autres, un accord formel dans certains cas spécifiques de la part du régulateur d'un secteur pour externaliser ou vendre certains services à un tiers. Le monde des affaires réclame, pour sa part, une agence spécifique pour ce type de régulation et l'un des plus grands cabinets d'avocat du pays, Mannheimer Swartling, suggère que la Suède pourrait s'inspirer de la France et de l'Australie en la matière. La Suède est globalement mal placée en matière de cyber sécurité et le degré de préparation dans ce domaine contraste entre les pays de la zone nordique. La Norvège



occupe le 11^{ème} rang de l'indice mondial GCI, la Finlande est 16^{ème}, alors que le Danemark n'est que 34^{ème} et l'Islande 77^{ème} (la France est 8^{ème}). Rappelons, qu'à l'échelle nordique il existe un début de collaboration dans ce domaine dans le cadre du Nordic National CERT collaboration, qui repose sur un échange d'informations et de bonnes pratiques ainsi qu'une coopération technique cf. <https://www.msb.se/en/Tools/News/Nordic-cyber-security-exercise-was-conducted-in-Linkoping/>.

Danemark

Champion du « bio ». En 2016, le Danemark a exporté pour 2,4 MdsDKK (324 M€) de produits alimentaires biologiques – une augmentation de 23 % en un an, selon un nouveau rapport du centre de recherche suisse Fibl. Il ressort du même rapport que le Danemark est leader mondial en termes de parts de marché des produits alimentaires biologiques. Cette dernière est passée de 9,7% en 2016 à plus de 10% du total des achats alimentaires au Danemark en 2017.

Fonds de pension. Selon une estimation de Ny Kredit, les seniors danois actuels (64 ans et plus) n'ont pas assez cotisé sur leurs plans de retraite privés, de sorte que 25% d'entre eux n'auraient que 13 000 euros (100 000 DKK) disponibles, et que presque 50% d'entre eux auraient moins de 67 000 euros (500 000 DKK) disponibles sur leurs livrets d'épargne. Il s'agit, selon le quotidien Børsen, d'un manque de communication de la part des autorités à l'égard de ces générations, suite aux réformes qui ont rendu nécessaire (parfois obligatoire) le recours à l'épargne retraite privée, en plus du programme public.

Egalité des genres. A l'occasion d'une tribune parue dans Børsen le 22 février dernier, Steffen Hedebrandt (directeur Marketing chez Airtame) fait état d'une étude concernant les inégalités de salaires hommes-femmes au Danemark. Selon cette dernière, les femmes danoises voient leurs salaires diminuer proportionnellement plus que ceux des hommes après l'arrivée d'un premier enfant. Lorsque l'on considère la totalité d'une carrière, cela représenterait une différence de salaires de 20% au Danemark.

Eolien. Selon une analyse de FTI Intelligence, Vestas est le n°1 mondial sur le marché des éoliennes en 2017. L'entreprise danoise est suivie par la co-entreprise germano-espagnole (maison mère à Zamudio) Siemens Gamesa, le chinois Goldwind, l'américain General Electric et l'allemand Enercon. A eux seuls, ils représentent 62% du marché mondial des installations d'éoliennes, ce qui représente une croissance de 10% par rapport à 2016. Tandis que le marché européen ne s'est jamais aussi bien porté (+16% en 2017), FTI Intelligence prévoit un recul mondial de l'ordre de 5% par an à compter de 2018, notamment du fait d'un ralentissement du nombre d'installations d'éoliennes sur les marchés chinois et américain.

Banques. En 2017, les grandes banques danoises ont perdu nombre de leurs clients au profit de plus petites institutions bancaires. En effet, selon Voxmeter, Nordea, Danske Bank et Sydbank auraient respectivement perdu 32 500, 17 000 et 7 500 clients, tandis que Jyske Bank et Arbejdernes Landsbank en auraient respectivement gagné 7 000 et 10 000. Selon l'organisation *Lokalbanken*, cela serait dû à une plus grande proximité avec les clients des petites banques danoises. Les autorités de supervision financière danoises craignent cependant «une situation de compétition ne respectant pas les standards traditionnels du crédit», et donc un accroissement du risque au sein des portefeuilles des petites banques danoises, systématiquement plus fragiles.

Finlande

Transports ferroviaires. HSL, l'autorité en charge des transports publics d'Helsinki, a récemment publié la liste des entreprises intéressées par l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de banlieue de la capitale. Selon la presse finlandaise, ce marché représenterait 60 M€ par an, pour 200 000 passagers transportés chaque jour. Les candidats potentiels sont les britanniques First Group, Go Ahead et National Express Group, l'allemand Arriva, MTR d'Hong Kong, HSB, le finlandais VR et l'entreprise française Transdev. Le gouvernement a annoncé en août 2017 l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires de passagers, qui doit s'effectuer en deux étapes. Dans un premier temps, un appel d'offres devrait être lancé concernant l'exploitation, à partir de 2021, des lignes ferroviaires de la région d'Helsinki et du sud de la Finlande. Le reste du territoire devrait suivre d'ici à 2026.

Croissance économique. Au quatrième trimestre 2017, selon Statistics Finland, la croissance du PIB s'est établie à +0,7 %. Cette accélération par rapport au T3 (+0,2 %, révisé de -0,2 pp par rapport à la première estimation) s'explique notamment par des dépenses plus élevées des ménages (+0,7 % contre +0,5 % au T3). Les exportations ont fortement augmenté, après deux trimestres de baisse (+2,2 % contre -0,7 % le trimestre précédent). Elles contribuent de façon positive à la croissance, les importations ayant crû de +0,6 %. Après plusieurs trimestres d'expansion, les investissements privés se sont contractés (-0,4 % par rapport au T3), notamment du fait d'un ralentissement dans le secteur de la construction. Sur la base des résultats trimestriels, la croissance du PIB de la Finlande est estimée à +3,0 % en 2017, en accélération par rapport à l'année précédente (+2,1 % en 2016).

Prestations sociales. Une étude récente de l'OCDE (*Basic Income or a single tapering rule? Incentives, inclusiveness and affordability compared for the case of Finland*) revient sur le constat de trappes à chômage très nombreuses en



Finlande (revenus de reprise d'activité très faibles dans certains cas) et propose une comparaison modélisée de deux réformes des prestations sociales. La première consisterait à étendre à l'ensemble de la population éligible l'expérimentation actuelle sur le revenu de base. Mis en place le 1er janvier 2017 pour une durée de 2 ans, ce revenu de 560 € est versé chaque mois à un échantillon de 2 000 chômeurs en fin de droits de 25 à 58 ans. Cette phase-test a pour but de vérifier l'effet incitatif d'une prestation unique qui, remplaçant l'allocation de fin de droit, continue d'être perçue même si le chômeur retrouve un emploi, notamment à temps partiel. L'autre réforme consisterait en la mise en place d'un crédit universel fusionnant les prestations reçues par les personnes en âge de travailler (dont chômage, allocations logement, aide à la garde d'enfants). Ce crédit, indexé sur les revenus perçus, serait dégressif. Il permettrait de lisser l'effet de la reprise d'emploi, en corrigeant l'écart de revenus auxquels peuvent être confrontés les demandeurs d'emploi en Finlande lorsqu'ils décident de reprendre un emploi. L'étude conclut que les deux systèmes permettent une réduction appréciable des trappes à inactivité et peuvent avoir des effets bénéfiques sur les finances publiques. En revanche, selon l'OCDE, l'extension du revenu de base s'accompagnerait d'un bouleversement dans la distribution des revenus.

Nokia. L'entreprise HMD Global a récemment présenté 4 nouveaux modèles de smartphones de la marque Nokia. Cette entreprise finlandaise possède depuis 2016 une licence d'exploitation acquise auprès de Nokia, lui accordant de façon exclusive le développement et la vente de téléphones mobiles et de tablettes de cette marque. Après le lancement des Nokia 5 et 3 en 2017, HMD commercialisera les Nokia 8, 7, 6 et 1, à partir du deuxième semestre 2017. Un modèle rénové du Nokia 8810, sorti pour la première fois en 1999, a également été dévoilé. Selon HMD, 70 M de téléphones mobiles Nokia ont été vendus dans le monde en 2017.

Norvège

Rencontre franco-norvégienne. Le Président de la République, Emmanuel Macron, a reçu la Première ministre norvégienne, Erna Solberg, à l'Élysée le 27 février. Les sujets évoqués lors de cet entretien ont été la lutte contre la pollution et le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et la radicalisation, la défense et l'OTAN, le Brexit, et la transition numérique. La conférence de presse commune organisée à l'issue de l'entretien a permis au Président et à la Première ministre de rappeler leur attachement à la coopération franco-norvégienne en termes d'éducation, et dans les différents théâtres d'opérations militaires, comme au Sahel. Elle a été l'occasion pour la Première ministre norvégienne d'inviter le Président à venir en Norvège, invitation à laquelle le Président a répondu positivement (rappelons que le dernier Président français à s'être rendu en Norvège est François Mitterrand en 1984).

Excédent commercial. La Norvège a affiché en janvier 2018 son plus important excédent commercial depuis trois ans. En hausse de 14,2% sur un an, l'excédent s'est élevé le mois dernier à 28,8 MdsNOK (près de 3 Mds€), un niveau jamais atteint depuis décembre 2014. Tirées par les ventes de gaz naturel (+24,4%), les exportations ont augmenté de 8,6%, nettement plus rapidement que les importations (+5,9%). Hors hydrocarbures et transport maritime, la balance commerciale accuse toutefois un déficit de 16,5 MdsNOK (1,7 Mds€).

Fonds souverain. Le fonds norvégien, premier fonds souverain au monde, a enregistré environ 1 028 MdsNOK (106 Mds€) de bénéfices en 2017, une somme record. À la fin de l'année, la valeur du fonds atteignait la somme de 8 488 MdsNOK (près de 880 milliards d'euros). Grâce à des résultats positifs en bourse et à l'affaiblissement de la couronne norvégienne, le fonds a enregistré un rendement de 13,7% en 2017. Cette performance est en premier lieu à mettre au crédit des investissements en actions, qui représentent 66,6% de son portefeuille et qui ont eu un rendement de 19,4%. Les placements en obligations (30,8% des actifs) et dans l'immobilier (2,6%) ont, eux, affiché des rendements respectifs de 3,3% et 7,5%. En valeur absolue, c'est le meilleur rendement de l'histoire du fonds, abondé par l'État norvégien depuis 1996 : A lui seul, le rendement de 2017 représente environ un quart des gains (4 151 Mds de NOK, soit 432 Mds€) dégagés depuis 20 ans. En pourcentage, c'est le troisième meilleur rendement de l'histoire du fonds, après celui de 25,6% en 2009, au lendemain de la crise financière, et celui de 16% en 2013. A noter que suite à ces bons résultats, le fonds pétrolier envisage d'effectuer des investissements pour un montant de 160 MdsNOK en 2018 (17 Mds€), soit une augmentation d'environ 11 MdsNOK (1,1 Mds€) environ par rapport à 2017.

Bioéconomie. Le Gouvernement norvégien a présenté sa stratégie sur la bioéconomie pour les dix prochaines années, dans un objectif de gestion économique durable des ressources naturelles norvégiennes. Une gestion trans-sectorielle est envisagée, mettant en avant à la fois le développement de produits biologiques et renouvelables, le partage des ressources, et leur usage efficace, ainsi que la mise en place de méthodes de production et d'extraction propres et durables. Le Research Council of Norway, Innovation Norway et Siva, l'entreprise publique rattachée au Ministère du Commerce et de la pêche norvégien aidant à développer des clusters industriels, doivent désormais préparer un plan d'action conjoint pour mettre en œuvre ces recommandations contenues dans le rapport du Gouvernement.

Start-ups. Le Ministre du commerce et de l'industrie, Torbjørn Røe Isaksen, s'alarme du fait que les start-ups norvégiennes soient systématiquement rachetées par des entreprises étrangères. Selon des indicateurs sur le développement rapide des start-ups, la Norvège se trouve très loin derrière les autres pays nordiques, et M. Røe Isaksen souligne le déficit de « locomotives de la croissance », à l'image de Spotify et Klarna en Suède.

Rénovation des réseaux ferroviaires. Le projet « InterCity », de rénovation de trois lignes reliant Oslo et Lillehammer,



Skien et Halden, pourrait être à nouveau retardé. Bane Nor, qui est chargé des travaux, demande un délai supplémentaire de sept à huit ans pour réaliser les travaux, au lieu d'une année supplémentaire prévue par le plan national des transports. Ce report suscite des remous au sein du parlement, la mise à niveau du réseau ferroviaire étant un sujet très sensible.

Rapprochement d'entreprises parapétrolières. Le leader mondial du secteur parapétrolier, le franco-américain Schlumberger, et son concurrent Subsea 7 ont dévoilé leur intention de former une coentreprise dans les services pétroliers sous-marins. Les deux groupes coopèrent déjà dans ce domaine au sein d'une alliance depuis 2015. Leur objectif est maintenant de former une société mixte détenue à parité. Cette initiative, que certains voient comme une réponse à la fusion ayant donné naissance au groupe TechnipFMC, est annoncée alors que le secteur parapétrolier se redresse après avoir durement souffert de la baisse du prix des hydrocarbures à partir de l'été 2014.

Islande

Prévisions de croissance. L'Institut national des statistiques islandais a publié un récent rapport prévisionnel sur l'économie islandaise pour la période 2017-2023. D'après les dernières estimations, la croissance du PIB en 2017 était de 3,8%, soutenue principalement par la forte progression de la consommation des ménages (7,7%) et des investissements publics (9,3%). La croissance du PIB en 2018 devrait être moins importante (2,9%) et tend à se stabiliser autour de 2,5%-2,8% de taux annuel pour la période 2019-2023.

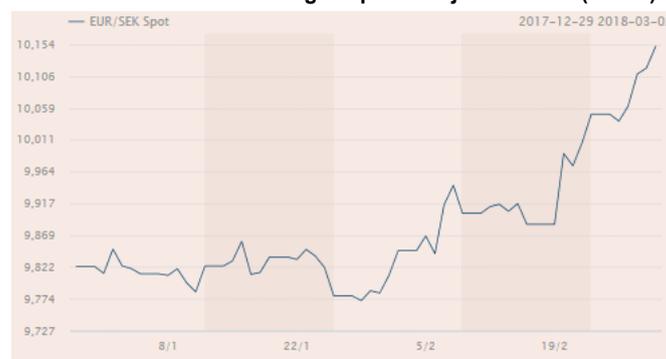
Aluminerie Rio Tinto. La compagnie norvégienne d'aluminium *Norsk Hydro ASA* a déposé une offre d'achat contraignante sur l'usine d'aluminium *ISAL* auprès de *Rio Tinto*, le groupe propriétaire de l'usine. L'offre comporte le rachat complet de l'aluminerie ainsi que 53% des parts de Rio Tinto dans une usine d'aluminium néerlandaise *Aluchemie* et 50% des parts d'une usine de fluorure d'aluminium suédoise pour 345M USD. La transaction devrait se conclure d'ici mi-2018, après avoir consulté les employés et propriétaires de *Rio Tinto* ainsi que les autorités européennes sur les modalités de rachat.

Suède

Croissance. Les prévisions de croissance du ministère suédois des Finances restent inchangées par rapport aux projections de décembre 2017, à savoir une hausse du PIB de 2,8% en 2018 et de 2,2% en 2019. Le chômage devrait se stabiliser à 6,1% cette année comme en 2019 et 2020. Les finances publiques restent solides avec des projections d'excédents de 1,1% en 2018 (0,9% selon la projection de décembre) puis de 1% en 2019. La dette brute consolidée des finances publiques reste dans ce contexte fortement orientée à la baisse (37,9% de dette en 2018, 34,3% en 2019).

Taux de change. Une inflation plus basse que prévue (+1,7% entre janvier 2017-janvier 2018) et le risque de voir perdurer les taux négatifs de la Banque de Suède (Repo actuellement -0,5%) ainsi que des signes de ralentissement de la croissance économique (cf brève ci-avant) pèsent actuellement sur la couronne suédoise (SEK) qui s'est dépréciée par rapport à l'Euro depuis le début de l'année et se trouve désormais au-dessus de la barre des 10 SEK pour 1 €. L'appréciation de l'Euro par rapport à la devise suédoise depuis le 1^{er} janvier 2018 est de plus de 3%. Le taux enregistré le 2 mars (10,16 SEK/€) est, par ailleurs, le plus haut en 8 ans (janvier 2010).

Evolution du taux de change depuis le 1 janvier 2018 (SEK/€)



Source : DI

Capital investissement. EQT vient de lever 110 MdsSEK (11 Mds€) dans son dernier fonds EQT VIII, ce qui en fera le 2^{ème} fonds actif le plus important en Europe. EQT, sphère Wallenberg, domine toujours le secteur et a levé 500 MdsSEK (50Mds€) depuis sa création en 1994. 355 Mds SEK ont aussi été levés depuis le début des années 2000 par les autres grands acteurs tels que Nordic Capital, Altor et IK.

Bourse. 48% de la capitalisation de la Bourse de Stockholm, Nasdaq Stockholm, est détenu par des institutionnels suédois, 41% par des actionnaires étrangers et 11% par des particuliers. Sur les 2,1 millions d'actionnaires, 1,8 million sont des particuliers, volume légèrement en hausse depuis 2012. Le nombre reste toutefois inférieur au nombre enregistré à la veille de la crise financière internationale (2M de particuliers actionnaires en 2007 comme en 2008). Les

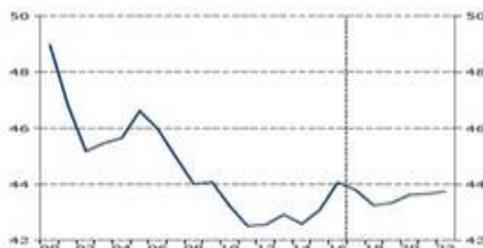


titres avec le plus grand nombre de petits porteurs sont: Telia (500 000 actionnaires), Ericsson (430 000 actionnaires) et Swedbank (300 000 actionnaires).

Fonds de réserve des retraites. Les quatre fonds de réserve de retraite public (AP-fonderna 1-4) affichent une rentabilité comprise entre 8,8 et 9,6% en 2017 et ont financé le système de retraite (1^{er} pilier) à hauteur de 3Mds€ l'an passé. La taille des fonds reste relativement homogène (chacun entre 33 et 36 Mds€) et les fonds gérés représentent désormais 140 Mds€, soit 30% du PIB.

Pression fiscale. La part des prélèvements obligatoires en pourcentage du PIB est en baisse depuis 1999 (49,2%) et représente désormais 43,8%, après avoir atteint un creux en 2011 (42,5%) sous le gouvernement de centre-droit de Fredrik Reinfeldt. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement rouge-vert de Stefan Löfven, la pression fiscale connaît une légère hausse (de 42,6% en 2014 à 43,8% actuellement). Les résultats des élections de septembre seront déterminants, alors que plusieurs économistes locaux estiment que les prélèvements obligatoires devront augmenter de 1% du PIB (plus de 4,5Mds€) pour maintenir des services publics de qualité. En tout état de cause, les prélèvements devraient rester en dessous de la barre des 44% jusqu'en 2022 selon la projection de l'Institut de la Conjoncture (KI), ce qui permet à ce pays de ne plus figurer parmi les pays de l'UE ayant la pression fiscale la plus élevée, comme ce fut le cas durant les années 1980, 1990 et 2000.

Evolution de la pression fiscale depuis 2000 avec projections jusqu'en 2022
(en % du PIB)



Sources : KI et SCB

Commerce en ligne. Le chiffre d'affaires du commerce de détail en ligne a atteint 67 MdsSEK en 2017 (7Mds€), soit une progression de 16% par rapport à 2016. Ce sont surtout les ventes de jeux et articles pour enfants qui affichent la progression la plus dynamique (+23%). A noter aussi que l'utilisation d'applications pour smartphones est de plus en plus fréquente pour ce type de commerce. La part du commerce en ligne représente ainsi 9% du commerce de détail global. Certains experts locaux estiment que la pdm en ligne pourrait doubler en 5 ans et représenter près de 20% des ventes globales.

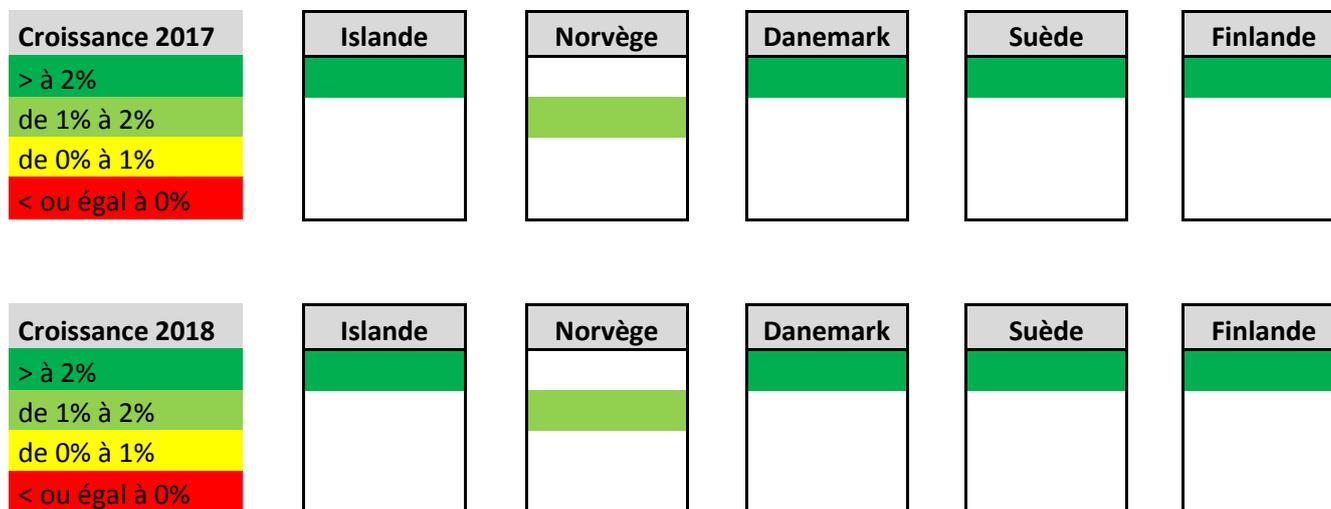
Exportations d'armes. Selon l'inspection nationale des équipements stratégiques, les exportations suédoises d'armes ont atteint 1,2 Md€ en 2017 (+2% par rapport à 2016), dont 360M€ à destination du Brésil.

Constructions. 64 000 nouveaux logements ont été construits en 2017, soit 8% de plus qu'en 2016. 50% des constructions se concentrent sur les plus grandes agglomérations du pays (Grand Stockholm : 18 500 et Grand Göteborg 6 500). La baisse des prix risque toutefois de peser sur le niveau de construction 2018. Le nombre de constructions nouvelles pourrait même être orienté à la baisse de manière relativement importante d'après les témoignages de certains maîtres d'œuvres comme Veidekke. Selon la presse une large majorité (75% environ) des achats d'appartements neufs se faisaient à des fins spéculatives. Avec la baisse des prix de 10% en un an, ce marché a disparu et les maîtres d'œuvres auraient des difficultés à vendre des nouveaux biens.



La quinzaine nordique – 2 mars 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	3,1	2,4	2,0	2,5	2,5	2,8	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	3,1	2,5	1,9	0,9	2,5	2,9	3,7	3,4
Institut stat./conj****	2,1	2,1	2,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,9	6,0	3,3
Commission*	2,1	2,0	3,3	2,8	1,5	1,6	2,7	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,1	2,4	3,1	2,5	1,9	2,5	2,6	2,6	-	-
Nordea	2,0	1,9	3,2	3,0	1,9	2,5	2,7	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,3	5,0	3,9	1,2	1,1	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	61,1	60,2	-	-	40,9	37,9	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2018)

** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

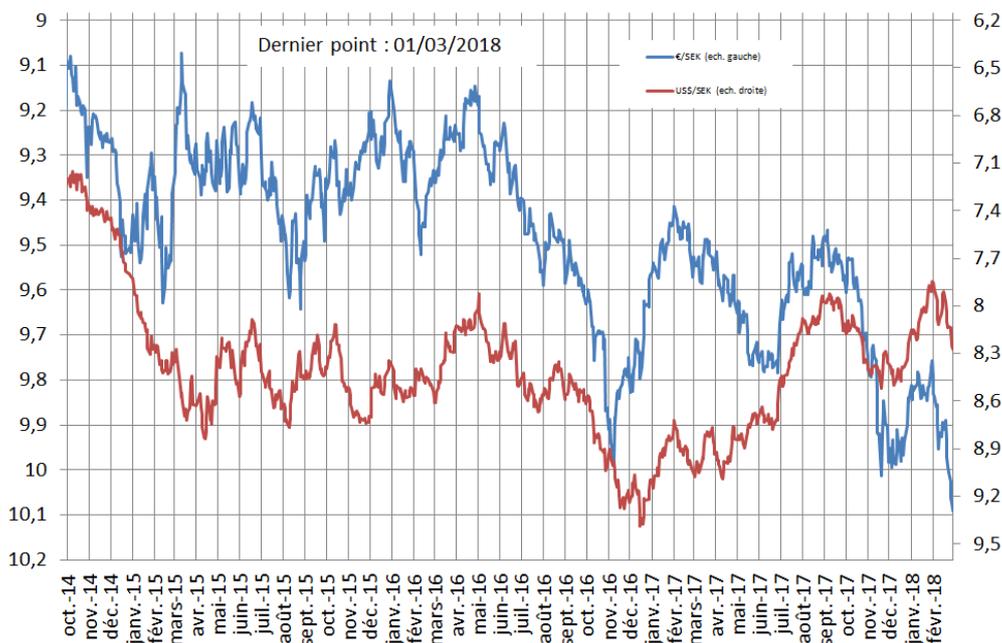
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

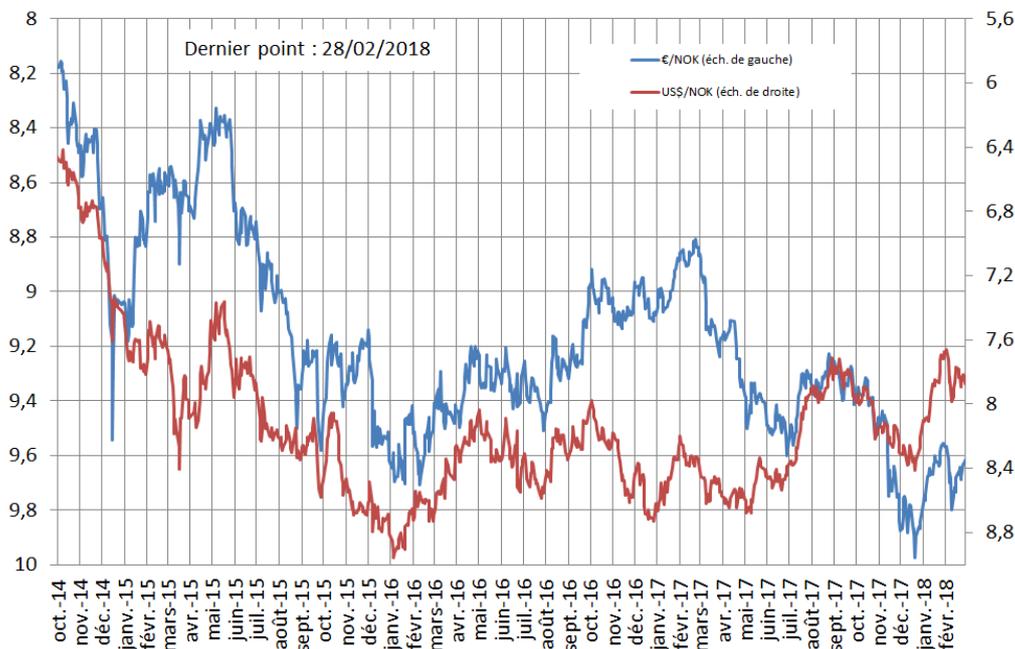


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).